

Le Mémo de la Table

22 octobre 2015

Les 2-3 novembre prochains, on ferme ! Le communautaire, dehors contre l'austérité



En coupant les services et en détériorant les droits des personnes marginalisées et en situation de pauvreté, l'austérité s'attaque aux organismes communautaires. Ainsi, plus les besoins de la population augmentent, plus les groupes sont sollicités, sans pour autant voir leur financement rehausser. Nous croyons qu'il est temps de hausser le ton et de mettre de la pression sur un gouvernement qui refuse de nous financer correctement et qui démantèle nos services publics et nos programmes sociaux. Nous décidons donc de fermer, de faire la

grève et d'interrompre nos activités pour être enfin entendus. À ce jour, plus de 550 organismes ont confirmé leur participation aux actions ! Dans toutes les régions du Québec, plusieurs activités s'organisent : rassemblements, manifestations, visites de députés, fermetures d'organismes, actions surprises, etc.

Pour en savoir plus, sachez qu'un bulletin spécial 2-3 novembre sera diffusé dès lundi prochain ! SOLIDARITÉ !

La Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles est formée de 41 regroupements nationaux actifs à la grandeur du Québec. Ceux-ci représentent différents secteurs et différentes problématiques liées à la santé. À travers ses membres, la Table rejoint plus de 3 000 groupes communautaires de base de toutes les régions du Québec et de tous les secteurs. L'équipe de la Table est composée de Mercédez Roberge, coordonnatrice et Kim De Baene, responsable des communications et des liaisons avec les membres.

Contenu de ce MEMO

- Les 2-3 novembre prochains, on ferme ! Le communautaire, dehors contre l'austérité
- Les OSBL ne sont pas des lobbys – des nouvelles !
- La Coalition Main Rouge organise une manifestation unitaire le samedi 28 novembre
- Qui sont les 95% d'économistes qui appuient supposément la réforme Godbout ?
- Grande marche féministe : 10 000 personnes dans les rues pour la marche mondiale des femmes au Québec
- Lancement de la campagne #OnVousCroit
- Tricotées serrées contre l'austérité
- Des femmes occupent l'espace public
- Déjeuner des hommes contre les violences envers les femmes !
- Projet impact collectif (PIC): une privatisation de la lutte à la pauvreté qui inquiète dans le milieu communautaire
- La Table, le RACQ, le ROCAJQ, le RCCQ, l'AQPS et la COPHAN déposent un mémoire sur la Politique de la jeunesse
- Les jeunes veulent contribuer à l'élaboration de la future Politique québécoise de la jeunesse
- Plan d'action en santé mentale 2015-2020
 - Le Retour de la primauté de la personne, la consécration de l'approche biomédicale
 - Plan d'action en santé mentale 2015-2020 : les familles surveilleront l'exécution du plan d'action par le gouvernement
- Lancement de la Commission populaire pour l'ACA et SNV-ACA
- Journée nationale des enfants
- Le Regroupement des maisons de jeunes du Québec souffle sa 35e bougie
- Partager c'est faire la différence! - 1ère journée québécoise du parrainage civique pour faire connaître le concept
- Parce que plus de 56 000 aînés bénéficient de l'engagement de ces milieux de vie
- Santé mentale : Les familles disent NON aux préjugés et à la stigmatisation
- La semaine nationale des proches aidants 2015 du 1er au 7 novembre 2015
- Semaine québécoise du traumatisme craniocérébral
- Outil d'éducation populaire sur la grève sociale
- Appel de candidatures aux prix orange et citron 2016 de l'AGIDD-SMQ
- Pour une pratique en santé mentale basée sur l'exercice des droits et l'appropriation du pouvoir
- Un nouveau documentaire sur la violence conjugale
- Lettre de la LDL : La solidarité contre l'obsession sécuritaire et identitaire

Les OSBL ne sont pas des lobbys – des nouvelles !

Le gouvernement a annoncé le 22 septembre que la consultation sur le projet de loi 56 se fera dans le cadre d'une consultation sur invitation seulement, et qu'il entendra 54 organisations à compter de janvier. Un communiqué de presse a été publié pour réagir à cette annonce : De nombreux OSBL ne pourront expliquer pourquoi ils ne sont pas des lobbys ! Le gouvernement restreint la consultation sur le projet de loi 56. Vous êtes invités à le distribuer autour de vous : <http://bit.ly/1jWsbOu> .

Un bref document d'information de 4 pages sur les conséquences du projet de loi a été produit : «Les OSBL, des lobbys? Ben voyons donc!». Le comité de travail a produit cet

exercice de vulgarisation des grandes lignes des enjeux les plus importants. Utilisez-le dans vos rencontres, diffusez-le à vos membres et dans vos réseaux : <http://bit.ly/1QINFIQ>.

Aussi, plusieurs réactions se font actuellement entendre pour répondre aux propos du président de l'Association des lobbys du Québec comme quoi le lobbysisme n'est pas une maladie. Les réactions sont et seront diffusées sur la page facebook de la Table : <https://www.facebook.com/TableDesRegroupements>.

La Coalition Main Rouge organise une manifestation unitaire le samedi 28 novembre

En plus des mobilisations générales contre l'austérité qui se poursuivent, cet automne, plusieurs mobilisations importantes contre la destruction des services publics et des programmes sociaux et l'augmentation des inégalités sociales ont lieu.

L'HEURE EST À L'URGENCE.

Ce qui nous attend : de l'austérité permanente.

Le 28 novembre, MARCHONS ENSEMBLE contre le saccage et pour une réelle redistribution de la richesse. Rendez-vous à 13h00 au Parc Jarry, au coin Jarry et Saint-Laurent (détails et matériel de mobilisation à venir).

<http://nonauxhausses.org/2015/10/20/manif28nov/>



Qui sont les 95% d'économistes qui appuient supposément la réforme Godbout ?

Le jeudi 3 septembre 2015, au tout début de la commission parlementaire qui a pour mandat d'étudier le rapport Godbout, le ministre Leitao a déclaré que le gouvernement Couillard avait l'intention d'aller de l'avant avec les recommandations du rapport Godbout et qu'il comptait diminuer les impôts et augmenter les taxes à la consommation. Le ministre a aussi déclaré, à cette occasion: «C'est mon intention de faire ça. Je vous mets au défi de consulter 95 % des économistes, ils vont vous dire qu'un tel changement de taxes mixtes, c'est la chose la plus logique et efficace à faire». Suite à cette déclaration, la Coalition Main Rouge est allée sur le site de l'Association des économistes du Québec, espérant y retrouver l'information qui permettait de faire cette affirmation, bien que l'AEQ ne représente pas l'ensemble des économistes du Québec.

Comme la Coalition n'a trouvé aucune source à ces chiffres, elle a transmis une lettre au ministre. À lire : <http://nonauxhausses.org/2015/10/20/qui-sont-les-economistes/>

AUSSI DE LA COALITION



Grande marche féministe 10 000 personnes dans les rues pour la marche mondiale des femmes au Québec

Plus de 10 000 femmes et leurs allié.e.s se sont rassemblées dans le cadre de la MMF, samedi, à Trois-Rivières, sous le thème «Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires». Les enjeux concernant l'austérité, l'environnement, la militarisation et les femmes autochtones étaient au cœur des revendications.

Ce rassemblement est le point culminant de la 4e action internationale de la Marche mondiale des femmes amorcée le 8 mars dernier par un vaste mouvement féministe d'éducation populaire et d'action collective. Voir : <http://bit.ly/1GktWiM>



Lancement de la campagne #OnVousCroit



Le Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), un regroupement membre de la Table, a lancé la campagne #OnVousCroit. Cette campagne se veut à la fois une plateforme pour commémorer le courage des milliers de femmes qui ont choisi de raconter et de dénoncer la violence sexuelle qu'elles ont subie, lors du mouvement #AgressionNonDénoncée il y a déjà un an maintenant en novembre 2014, et un tremplin pour envoyer un message clair et sans équivoque aux victimes : vous êtes crues et aux proches et à l'entourage : croyez-les

La campagne #OnVousCroit vise à souligner l'importance pour les survivantes d'être crues au moment de leur dévoilement à des proches ou de leur dénonciation aux autorités. Elle réitère haut et fort que les victimes méritent et doivent être crues au moment d'en parler. Voir : <http://bit.ly/1RZ6vg4>

Tricotées serrées contre l'austérité



Dans le cadre de la Marche mondiale des femmes 2015, les centres de femmes du Québec opposent la force de leurs solidarités aux politiques d'austérité du gouvernement Couillard en s'appropriant l'espace par l'art de rue.

52 tricots-graffitis réalisés par les centres de femmes jalonnent le parcours que les marcheuses empruntent pour la manifestation de clôture de la Marche mondiale des femmes. Ils ont été tissés par des milliers de participantes des centres de femmes de toutes les régions du Québec. Une chorégraphie de gumbout créée par les centres de femmes sera quant à elle présentée aux marcheuses par des centres de Montréal, de Laval, de la Montérégie, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Bas-St-Laurent.

Voir : <http://bit.ly/2017aD0>

Déjeuner des hommes contre les violences envers les femmes !

Les 12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes arrive à grands pas. Si l'heure est à l'affirmation de l'égalité atteinte, une femme sur trois subi encore de la violence ou des agressions sexuelles dans sa vie ! Beaucoup de travail reste donc à faire pour que l'égalité de droit stipulée dans les textes devienne l'égalité de fait tant attendue. Devant ces constats, nous concluons qu'il est impératif d'impliquer les hommes dans la lutte contre les violences envers les femmes et les enfants, sans quoi le combat est perdu d'avance. Nous organisons un Déjeuner des hommes contre les violences envers les femmes : le vendredi 27 novembre prochain De 9h à 11h à Montréal (le lieu précis de l'événement vous sera transmis lors de l'inscription).

Monsieur Ross Goodwin, ex-juge de la Cour supérieure du Québec a d'ores et déjà confirmé son appui à cet événement. Le panel sera composé de Luc Ferrandez, maire du plateau Mont-Royal, de Simon Lapierre, professeur et chercheur sur les enfants exposés à la violence à l'Université d'Ottawa, et de Dominic Monchamp, lieutenant détective à la section des crimes majeurs (traite et proxénétisme) du SPVM. Monsieur Luc Boulanger, journaliste à la Presse, assurera l'animation de cet événement. Un point de presse sera organisé à la fin de l'événement. Pour faire partie des hommes d'influence qui composeront notre auditoire, contacter Marie-Helene Senay, mhsenay@fede.qc.qc 514-878-9757 / 224

Des femmes occupent l'espace public

Dans le cadre d'une action de la Marche mondiale des femmes, une centaine de femmes ont occupé le parvis de la Christ Church Cathedral le 6 octobre dernier, pour déclamer un manifeste plurilingue. Par ce manifeste, les auteures ajoutent leur voix aux débats sociaux actuels, mettant au jeu leur projet de société. Œuvre collective construite en 12 langues, ce texte est une ode à la diversité culturelle tout en étant résolument politique. Dénonciateur et vindicatif, ce manifeste réalisé en six mois de travail est le moyen retenu par ces femmes pour avoir voix au chapitre. Plus : <http://bit.ly/1LqmrFZ>



Projet impact collectif (PIC): une privatisation de la lutte à la pauvreté qui inquiète dans le milieu communautaire



Plusieurs organisations communautaires et syndicales, dont plusieurs membres et alliés de la Table, réagissent à l'annonce de Centraide du grand Montréal faite ce matin à la Chambre de commerce du Montréal

métropolitain. Le PIC est un tout nouveau consortium sous l'égide de Centraide et regroupant cinq autres fondations privées,

désirant investir 17 millions \$ sur cinq ans dans le développement social dans différents quartiers de Montréal. Ces fondations sont la Fondation Lucie et André Chagnon, la Fondation Dollar d'argent, la Fondation du Grand Montréal, la Fondation de la famille J.W. McConnell et la Fondation Mirella & Lino Saputo. Dans un contexte où l'on assiste à un désengagement de l'État dans plusieurs programmes sociaux, l'arrivée massive du secteur privé dans le développement social semble annoncer un changement radical dans l'approche de lutte contre la pauvreté. Pour le communiqué: <http://bit.ly/1W6YLJE>

POLITIQUE JEUNESSE

LA TABLE ET PLUSIEURS MEMBRES DÉPOSENT UN MÉMOIRE !



ENSEMBLE POUR LES
GÉNÉRATIONS FUTURES
POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LA JEUNESSE



Le Secrétariat à la jeunesse travaille actuellement au renouvellement de la Politique québécoise de la jeunesse. Dans ce dossier, la Table a transmis un avis au Secrétariat, en rappelant notamment que les priorités proposées dans le document de consultation de la politique jeunesse sont importantes, mais elles doivent s'inscrire dans une approche plus globale de la santé. Pour lire l'avis de la Table : <http://bit.ly/1LPypub>

Le ROCAJQ, un regroupement membre de la Table, a aussi proposé des orientations au gouvernement. Le regroupement a souligné l'importance d'accompagner les jeunes dans les multiples transitions de leur passage à l'autonomie, et ce, afin de soutenir leur réussite personnelle. Notamment, il a été nommé que favoriser la contribution des jeunes au développement du Québec et à la préservation d'une structure sociale harmonieuse et équitable était profitable pour tous. Le ROCAJQ a signalé au gouvernement les problèmes d'accessibilité aux services gouvernementaux par les jeunes aux parcours de vie différenciés. Pour lire le mémoire : <http://bit.ly/1GXgRqu>

Le Regroupement des Auberges du cœur, un regroupement membre de la Table, a déposé son mémoire «Un toit - du temps - des liens : L'accompagnement au cœur de l'accession à la pleine participation des jeunes en difficulté». Les Auberges du cœur y font valoir l'importance d'offrir une chance égale à tous les jeunes de trouver leur place dans la société québécoise en s'assurant que les jeunes en difficulté ou sans abri aient accès aux mesures de soutien et d'accompagnement nécessaires. Pour lire le mémoire: <http://bit.ly/1OLbh2s>

Au sujet de l'enjeu des saines habitudes de vie, notamment de la saine alimentation chez les jeunes, le RCCQ, un regroupement membre de la Table, a transmis son point de vue. Chaque jour, 24 millions de repas se prennent au Québec, probablement plus encore, vu le changement de nos habitudes alimentaires. Heureusement, ces repas se prennent et sont préparés encore beaucoup à la maison. Mais les jeunes sont sans doute plus exposés que les autres citoyens à la tendance mondiale de l'alimentation «pratique et rapide». Pour lire l'avis : <http://bit.ly/1PJwoBt>.

L'Association québécoise de prévention du suicide, un membre de la Table, a également déposé un avis qui mise notamment sur les actions suivantes : l'offre de formations en prévention du suicide dans les milieux jeunesse; l'accès à la psychothérapie; l'intervention en ligne; la mise à jour de l'avis scientifique de l'Institut national de santé publique sur la prévention du suicide chez les jeunes; l'actualisation du programme de postvention pour les situations de suicide et d'incidents critiques. Pour le lire: <http://bit.ly/1Nqk4ni>

La COPHAN a aussi remis un mémoire. Partant des quatre axes proposés par le Secrétariat à la jeunesse, la COPHAN souligne l'importance de prendre en considération les besoins des jeunes ayant des limitations fonctionnelles, dans une perspective d'inclusion. La COPHAN insiste sur le fait que les mesures et principes émis doivent rejoindre tous les jeunes, y compris les jeunes ayant des limitations, de sorte qu'ils puissent vivre dans leur communauté sans qu'il y ait d'obstacles. Pour lire le mémoire : <http://cophan.org/2015/10/1210/>

Les jeunes veulent contribuer à l'élaboration de la future Politique québécoise de la jeunesse



Le 7 octobre dernier, dans le cadre du renouvellement de la Politique québécoise de la jeunesse, la Coalition Interjeunes, composée principalement de membres de la Table, a tenu à écouter et impliquer les jeunes dans le cadre de la Consultation Jeunesse 2015, rappelant ainsi au gouvernement qu'il est plus que primordial que tous les jeunes soient considérés dans la future Politique jeunesse.

Plus de 60 jeunes, vivant des réalités très distinctes, se sont donc rassemblés à Québec afin de concevoir une Politique jeunesse à l'image de leur réalité et celle de tous les jeunes du Québec. Les jeunes participants des cinq regroupements membres de la Coalition Interjeunes se sont exprimés tout au long de la journée sur les quatre axes du document de consultation gouvernementale : les saines habitudes de vie, un milieu favorable à la persévérance et la réussite scolaires, des jeunes prêts pour le travail, une économie prête à les accueillir et une citoyenneté active et plurielle. Pour en savoir plus : <http://bit.ly/1LQ0Ytt>

Plus de 60 jeunes, vivant des réalités très distinctes, se sont donc rassemblés à Québec afin de concevoir une Politique jeunesse à l'image de leur réalité et celle de tous les jeunes du Québec. Les jeunes participants des cinq regroupements membres de la Coalition Interjeunes se sont exprimés tout au long de la journée sur les quatre axes du document de consultation gouvernementale : les saines habitudes de vie, un milieu favorable à la persévérance et la réussite scolaires, des jeunes prêts pour le travail, une économie prête à les accueillir et une citoyenneté active et plurielle. Pour en savoir plus : <http://bit.ly/1LQ0Ytt>

Plan d'action en santé mentale 2015-2020

Le Retour de la primauté de la personne, la consécration de l'approche biomédicale.

En faisant de la primauté de la personne la valeur première du Plan d'action en santé mentale 2015-2020, le Ministère de la Santé et des Services sociaux reconnaît que le respect des droits pose problème encore aujourd'hui et met en place des mesures pour remédier à la situation. Pour l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ), un regroupement membre de la Table, le retour du concept de la primauté de la personne –il était présent dans la Politique de santé mentale de 1989– est lourd de signification et porteur d'espoir. Plus :



<http://bit.ly/1OLeSxu>

Les familles surveilleront l'exécution du plan d'action par le gouvernement

Le Plan d'action en santé mentale réjouit les membres de l'entourage qui ont un proche atteint de maladie mentale. Toutefois, les familles qui soutiennent au quotidien les personnes atteintes invitent le gouvernement à la vigilance dans la façon dont le plan d'action sera mis à exécution et en application dans le réseau de la santé.

Le succès du nouveau plan d'action en santé mentale repose sur son exécution, plus précisément sur la façon dont il sera mis en opération par l'ensemble des acteurs du réseau de la santé. La Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale (FFAPAMM), un regroupement membre de la Table, espère que les orientations du ministre permettront aux personnes atteintes d'un problème de santé mentale et leurs familles de recevoir les services auxquels elles ont droit. Plus :

<http://bit.ly/1KrQnNS>

Lancement de la Commission populaire pour l'ACA et SNV-ACA



Le 30 septembre dernier, des organismes d'action communautaire autonome des Îles-de-la-Madeleine et de la Gaspésie se sont réunis à Bonaventure pour tenir la première audience de la Commission populaire pour l'action communautaire autonome (ACA). Mise sur pied par le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), la Commission populaire pour l'ACA est l'une des plus importantes activités déployées dans le cadre de la campagne Action communautaire autonome – Actions gouvernementales exigées! Les audiences de cette commission de dérouleront dans l'ensemble des régions du Québec cet automne et cet hiver. Les organismes d'ACA québécois sont

invités à y participer afin de mettre en lumière le travail accompli auprès de la population, mais aussi les difficultés rencontrées par le manque de reconnaissance et le sous-financement chronique en provenance du gouvernement du Québec.

<http://www.rq-aca.org/?p=2737>

Semaine nationale de visibilité de l'action communautaire autonome (SNV-ACA)

Aussi, en lien avec le RQ-ACA, c'est avec une grande fierté qu'il lançait, le 18 octobre dernier, la Semaine nationale de visibilité de l'action communautaire autonome (SNV-ACA). Plus que jamais, alors que l'austérité gouvernementale persiste, il considère qu'il est important de mettre en lumière le travail et les pratiques des 4 000 organismes d'action communautaire autonome (ACA) qui sont à l'avant-garde du développement social et communautaire au Québec. Pour en savoir plus :

<http://www.rq-aca.org/?p=2665>

Journée nationale de l'enfant



Le 20 novembre prochain, le Regroupement des organismes ESPACE du Québec, un membre de la Table, fêtera la Journée nationale des enfants. Dans plusieurs régions, les organismes ESPACE organisent des marches symboliques et une foule d'autres activités.

de l'enfant (1989). « Par la ratification de la Convention en 1991 le Canada s'est engagé à veiller à ce que tous les enfants soient traités avec dignité et respect... de voir leurs besoins fondamentaux comblés et de réaliser leur plein potentiel. »

Cette année le ROEQ prépare un manifeste afin de réclamer le respect des droits des enfants dans la conjoncture actuelle. Les coupures budgétaires depuis des années ainsi que les mesures d'austérité des gouvernements ont un impact direct sur les services à la population et leurs conditions de vie. Les enfants sont directement touchés par ces politiques, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection de la jeunesse.

Ils feront aussi la distribution du ruban bleu qui permet de rappeler que les enfants doivent être pris en considération dans l'ensemble des décisions, quelles soient politiques, sociales ou économiques.

Les membres de la Table seront invités prochainement à co-signer ce manifeste pour les droits des enfants. Celui-ci circulera bientôt et permettra aux signataires d'unir leur voix pour rappeler à l'état que « l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale dans toutes les décisions (Article 3, Convention relative aux droits de l'enfant, Nations Unies, 1989).

La Journée nationale des enfants est fêtée pour souligner l'adoption par les Nations Unies de deux documents sur les droits des enfants, à savoir la Déclaration des droits de l'enfant (1959) et la Convention des Nations Unies relative aux droits

Le Regroupement des maisons de jeunes du Québec souffle sa 35e bougie

Le Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ), un regroupement membre de la Table, qui célèbre ses 35 ans cette année a invité à prendre part à la Semaine des maisons de jeunes 2015 qui a eu lieu du 12 au 18 octobre partout en province. Le RMJQ, c'est 180 maisons de jeunes, plus de 60 000 jeunes âgés entre 12 et 17 ans, 500 animateurs et intervenants, 2000 parents et plus de 1000 bénévoles. Le porte-parole Étienne Dano a invité la population à profiter de l'occasion pour aller visiter la maison de jeunes de leur quartier, pour jaser avec le personnel et les jeunes et pour profiter d'une panoplie d'activités diversifiées. Plus : http://rmjq.org/cpt_press/rmqj-35e-bougie/



Partager c'est faire la différence!

1ère journée québécoise du parrainage civique pour faire connaître le concept du parrainage

Dans le cadre de la Journée Québécoise du Parrainage Civique, le Regroupement québécois du parrainage civique (RQPC), un regroupement membre de la Table, a organisé plusieurs activités gratuites, le 25 septembre dernier, à destination du grand public, à travers l'ensemble de ses organismes au Québec. En cette année 2015, date de son 35ème anniversaire, le regroupement relance l'initiative de fêter et promouvoir le parrainage civique avec sa 1ère journée québécoise du parrainage civique intitulée « la Journée P ». Cette toute première édition de « la Journée P » avait pour thème « le Partage » et a été un large succès ! Plus : <http://bit.ly/1M8RumZ>



Parce que plus de 56 000 aînés bénéficient de l'engagement de ces milieux de vie

L'année dernière, c'est plus de 56 000 aînés qui ont bénéficié des activités et services offerts par les centres communautaires pour aînés (CCA) au Québec. Des services et des activités adaptés aux besoins et intérêts diversifiés des aînés et qui sont disponibles grâce à l'implication quotidienne de plus de 5000 bénévoles et 600 intervenants dévoués.

dont la mission est de briser l'isolement des aînés et de favoriser leur maintien dans la communauté.

Nous vous invitons à lire le communiqué diffusé par l'AQCCA, un regroupement membre de la Table : <http://bit.ly/1M8RKT2>

La Semaine québécoise des centres communautaires pour aînés, s'étant tenu du 27 septembre au 3 octobre 2015, avait pour objectif de souligner l'engagement de ces milieux de vie

Santé mentale : Les familles disent NON aux préjugés et à la stigmatisation



La FFAPAMM (Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale), un regroupement membre de la Table, et son réseau Avantdecraquer.com ont profité de la semaine de sensibilisation aux maladies mentales qui se déroulait du 4 au 10 octobre

pour inviter les membres de l'entourage qui accompagnent une personne atteinte de maladie mentale à dire NON aux préjugés et à la stigmatisation.

Les membres de l'entourage des personnes atteintes de maladie mentale sont bien placés pour parler du phénomène de la stigmatisation puisque, par association, ils en sont affectés. Malgré l'évolution des mentalités, depuis de nombreuses décennies, les familles vivent de lourds dommages collatéraux reliés à ce phénomène. Culpabilité, peur du jugement, honte, stress, sentiment d'incompétence, isolement... ces sentiments affligent les familles et fragilisent leur propre santé mentale. Plus: <http://bit.ly/1hY3QGz>

Je suis proche aidant, j'ai besoin d'être reconnu

SEMAINE NATIONALE
DES PROCHES AIDANTS
DU 1^{er} AU 7 NOVEMBRE 2015



C'est sous le thème «Je suis proche aidant, j'ai besoin d'être reconnu» que le Regroupement des aidants naturels du Québec (RANQ), un regroupement membre de la Table, soulignera la semaine nationale des proches aidants du Québec du 1er au 7 novembre 2015.

Le RANQ rappelle que près de 20 % de la population des 15 ans et

plus sont des proches aidants. Ils forment la structure portante du réseau de la santé, car ils assument 80 % du soutien à domicile.

C'est le 6 novembre 2007 que l'Assemblée nationale du Québec a reconnu officiellement l'apport des proches aidants en déclarant la première semaine de novembre comme étant la semaine nationale des proches aidants du Québec. Pour tout savoir : <http://ranq.qc.ca/semaine-nationale/>

Semaine québécoise du traumatisme craniocérébral



La Semaine québécoise du traumatisme craniocérébral (SQTCC) a pour objectif de sensibiliser la population au traumatisme craniocérébral et ses conséquences. Les séquelles causées par le TCC peuvent être de l'ordre physique, cognitif, affectif ou comportemental.

Dans le cadre de la 13e SQTCC, qui se tient actuellement du 18 au 24 octobre 2015, le Regroupement des associations de personnes traumatisées craniocérébrales du Québec (RAPTCCQ), un regroupement membre de la Table, et les associations régionales de TCC veulent sensibiliser la population aux effets collatéraux du TCC, notamment auprès des membres de la famille ou des proches où vit une personne ayant subi un TCC modéré ou sévère. Pour en savoir plus : <http://www.raptccq.com/calendrier/2015/10/>

Outil d'éducation populaire sur la grève sociale



À la demande de ses membres, la Coalition Main rouge a produit un outil d'éducation populaire sur la grève sociale. À l'été 2015, la Coalition a adopté Que les membres de la Coalition consultent leurs membres à l'automne 2015 sur l'obtention d'un mandat de grève sociale contre les mesures d'austérité. Qu'ils consultent également leurs membres sur l'organisation, lors d'une éventuelle grève sociale, d'actions de perturbation économiques et politiques dans un maximum de régions. L'outil d'éducation populaire est complémentaire aux démarches de consultations menées dans les instances des différents groupes. Pour télécharger le document : <http://nonauxhausses.org/2015/10/12/outil-greve-sociale/>

Appel de candidatures aux prix orange et citron 2016 de l'AGIDD-SMQ



C'est reparti pour une nouvelle année de prix orange et citron ! Depuis 1996, l'AGIDD-SMQ décerne ses prix Orange et Citron. C'est une façon concrète et originale

de démystifier «la folie» tout en permettant aux personnes de s'approprier un certain droit de regard sur notre société qui trop souvent les marginalise.

Les candidats peuvent déposer eux-mêmes leur candidature ou être proposés par une personne ou une organisation. La période de mise en candidature se termine le mardi 5 janvier 2016. Plus : <http://bit.ly/1kx6wwj>

Pour une pratique en santé mentale basée sur l'exercice des droits et l'appropriation du pouvoir

L'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ), un regroupement membre de la Table, lance un appel à tous ceux et celles qui veulent que l'exercice des droits et l'appropriation du pouvoir soient les assises de la pratique en santé mentale.

C'est le propos de la toute dernière publication de l'AGIDD-SMQ intitulée «Pour une pratique en santé mentale basée sur l'exercice des droits et l'appropriation du pouvoir : De l'advocacy au rétablissement, la dérive des mots». Plus : <http://bit.ly/1GXstKb>

Un nouveau documentaire sur la violence conjugale



Pour certaines, un nouveau départ évoque le choix d'une nouvelle maison, d'une nouvelle carrière, d'un avenir plus radieux. Pour d'autres, c'est la seule issue pour mettre fin

à la violence conjugale. Le documentaire Nouveau départ donne la parole à cinq Québécoises de différents milieux. Toutes ont été victimes de violence conjugale. Une seule histoire, celle des victimes d'une relation de violence, racontée par plusieurs voix. Plus : <http://bit.ly/1KrX0A3>

Lettre de la LDL : La solidarité contre l'obsession sécuritaire et identitaire

Un vent de panique souffle au Canada et un peu partout dans le monde depuis au moins les attentats du 11 septembre 2001. Le fiasco des guerres d'Irak et d'Afghanistan n'a rien changé à l'attitude arrogante des autorités publiques : au lieu d'admettre comment et pourquoi ces fautes graves ont ravagé les premières années du nouveau siècle, les élites politiques se croient aujourd'hui tout permis en raison des peurs qu'elles confectionnent et entretiennent avec la complicité des médias et d'une partie de la population. En effet, la militarisation de la sécurité publique, les dérives de nos démocraties et des débats au sein de la société civile illustrent une spirale d'affolements dont personne ne peut ignorer les dangers. Pour la suite :

<http://bit.ly/1MH89i1>